l'Anticapitaliste

n°824 | 26 novembre 2026 | 2 €

l'hebdo du **NPA** ~ **L'ANTICAPITALISTE**

PERMIS DE TUER
FRONTIÈRES MEURTRIÈRES
VIOLENCES POLICIÈRES



(F)RANCE
État raciste

ZOOM

Budgets. La crise de la démocratie bourgeoise !

Page 3

INTERNATIONAL

Palestine. BDS : les tactiques contre l'apartheid israélien

Page 4

ARGUMENTS

Intelligence artificielle, domination réelle. Crises de l'IA et enjeux écosocialistes

Page 5

LUTTER

Écologie. COP31 : grands principes, petits calculs, gros pollueurs

Page 6

Édito

«Deux claques et au lit», monsieur Moutouh

Par **MANON BOLTANSKY**

Le siège du RN est habitué aux perquisitions, habituellement pour détournement d'argent public. Le 9 novembre, il s'agissait cette fois d'une enquête visant de hauts fonctionnaires pour *«violation du secret professionnel, violation du secret de l'enquête et recel de ces délits»*. Au bout de la pelote, on trouve Hugues Moutouh, préfet du Loiret et de la région Centre-Val de Loire. Autoritaire, adepte des interdictions de manifester, il est suspecté d'être une taupe brune au service du RN. Avec d'autres, il aurait utilisé sa position au ministère de l'Intérieur pour transmettre des informations confidentielles au parti d'extrême droite, alors visé par une enquête sur ses malversations au Parlement européen. Nier et mettre la poussière sous le tapis ne suffira pas à tirer Moutouh d'affaire.
Hugues Moutouh n'est pas n'importe qui. Ancien sarkozyste et actuel ciottiste, il était récemment encore secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Il proposait de «gérer» la révolte après le meurtre de Nahel par *«deux claques et au lit»*. Son CV préfectoral ravirait n'importe quel facho en quête de légitimité institutionnelle.
Son parcours incarne le ralliement de la droite sarkozyste à l'extrême droite lepéniste. Avec ce haut fonctionnaire, une nouvelle digue saute dans les liens du RN avec l'État.
Ce n'est ni un cas isolé ni une «brebis galeuse»: il s'est fait prendre la main dans le sac, mais d'autres, toujours plus nombreux dans les ministères, préparent l'arrivée du RN.
L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir serait d'autant plus mortelle que ses idées ont gagné du terrain et que ses alliés préparent la remise des clés. Sentant le vent tourner, toujours plus de hauts fonctionnaires se disposent à collaborer avec elle.
Contre les vents mauvais, nous aurons besoin de plus de Poutou que de Moutouh: construisons dès aujourd'hui la riposte antifasciste!

À la Une

VIOLENCES POLICIÈRES

Le problème de la police pourrait bien être la justice

Fruit des mobilisations, des condamnations pour violences racistes ouvrent une brèche dans l'impunité policière. Mais l'adoption de la loi «permis de tuer» montre que ce combat est loin d'être terminé et qu'il constitue une dimension centrale de la polarisation en cours.

Alors qu'une mobilisation se maintient depuis deux mois, l'on voit circuler de plus en plus de déclarations sur la fatigue, les blessures et les états d'âme des policiers.

Une empathie à deux vitesses

Le gouvernement oppose ce narratif aux arrestations massives et aux mutilations commises sur des mineurEs. L'indécence atteint son paroxysme lorsque nombre d'entre eux se rassemblent devant le ministère de l'Intérieur pour obtenir en moins d'une heure une hausse de la prime de risque, face à un pouvoir qui se refuse à tout dialogue social depuis près de dix ans.
Cela n'est pas sans rappeler les policiers jetant leurs menottes pour ne pas être suspendus pour «suspicion de racisme» ou clamant, devant des soutiens allant du Rassemblement national au Parti communiste, que *«le problème de la police, c'est la justice»*. En réalité, son problème est la conscience grandissante de son rôle: protéger les vies et les propriétés bourgeoises et réprimer, en premier lieu, les corps colonisés et racisés.

L'État répressif

Or nous arrivons à un tournant dans le pays. La contestation de la politique néolibérale d'Emmanuel Macron ne lui laisse comme alternative que la fuite en avant autoritaire ou la démission réelle ou symbolique. Aux mouvements contre la loi travail, contre la vie chère, contre les réformes des retraites mais aussi contre



Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

les crimes policiers et contre la colonisation française, l'État a répondu par la création des BRAV-M et de la CRS 8, l'envoi de la BRI et l'usage de véhicules Centaure.
Désormais, la répression inclut la coupure de réseaux sociaux, des couvre-feux partiels et le survol par des hélicoptères. Mais cela n'est pas une première dans l'histoire française. Le changement de doctrine du maintien de l'ordre confine à une gestion coloniale de la population. Aimé Césaire dénonçait déjà en 1950 le fascisme comme un retour en métropole de la violence coloniale. Il est désormais plus difficile pour les partis de gauche et écologistes de faire fi du fait que la police est violente. Plus singulier encore dans la période, la justice elle-même ne peut plus l'ignorer.

La police tue toujours...

La dernière semaine a été marquée par plusieurs procès sur le destin réservé aux hommes noirs: le procès de Keziah Nuissier, militant anti-chlordécone dont le statut de victime n'est pas reconnu, le procès des policiers qui ont tabassé Michel Zecler et le procès en appel de l'ex-policier qui a tué Olivio Gomes.
Pour Michel Zecler, six ans après son agression, la justice a d'abord suivi son cours normal en ne retenant pas la circonstance aggravante de racisme (il avait été traité de *«sale n*gre»*) et en plaçant l'audience dans une salle trop petite. Néanmoins, son combat a eu raison de ces obstacles et il a obtenu une condamnation et la reconnaissance qu'il s'agissait d'une agression raciste. C'est une victoire d'autant plus significative que, sans les images de vidéosurveillance, ce serait sans doute lui sur le banc des accusés.
De même, la famille d'Olivio Gomes a pu voir la condamnation du meurtrier confirmée. C'est donc ce message que la justice envoie à la police: vous ne tuerez point impunément. Une enquête a même enfin été ouverte sur les propos racistes tenus par des élèves en école de police.

... mais la brèche est ouverte

Pourtant, au moment même où le verdict tombait pour Michel Zecler, le Sénat entérinait la loi «permis de tuer» dont rêvait Jean-Marie Le Pen, soutenue par toutes les droites, du «centre» macroniste au RN. Désormais, les tirs policiers seront présumés légaux. Cette loi vise à préserver l'impunité policière au moment où des condamnations commencent à la fissurer.
Ce sont donc des signaux contradictoires qui sont envoyés aux policiers. Or, d'après Sihame Assbague, journaliste et militante, 199 personnes sont mortes des mains de la police depuis la mort de Nahel Merzouk.
Les militantEs révolutionnaires doivent voir dans cette contradiction non seulement les drames à venir mais aussi les potentialités d'y mettre un terme. Il nous faudra nous atteler à creuser, dans l'union la plus large possible, une voie de dépassement. Et pour commencer, nous avons justement à soutenir la famille de Nahel qui vient d'obtenir, au terme d'une bataille judiciaire, le renvoi du policier qui l'a tué devant les assises, pour meurtre. Cette voie passe aussi par le soutien aux proches de Mauricio K., mort en garde à vue le mardi 27 octobre 2026 au commissariat de Saint-Ouen-sur-Seine.
Stéphane Waha

Bien dit

La vieillesse n'est pas une excuse à tout

Le chanteur Benjamin Biolay a vertement critiqué la dernière chanson de Pierre Perret, «Les antisémites», qu'il décrit comme *«un ramassis de clichés mal agencés»*. Il n'est pas le seul à s'indigner de ce titre, qui alimente la campagne contre LFI et Rima Hassan par des propos dégradants, racistes, sexistes et antipalestiniens, également dénoncés par le MRAP dans un communiqué. Que l'auteur de «Lily» se vautre ainsi dans le racisme le plus crasse n'est pas l'effet de l'âge: c'est un signe de plus de la fascisation en cours.

Acturama









21 NOVEMBRE **LA RUE EST TOUJOURS VIVANTE**

Samedi 21 novembre, des centaines de milliers de personnes ont encore occupé les rues alors que la mobilisation de la jeunesse se poursuit et que les facs sont toujours occupées. Outre l'adoption de la loi «permis de tuer», le logement était aussi au cœur des préoccupations cette semaine (lire page 6). Et toujours, le refus de la marche à la guerre et de la vie chère. Prochains rendez-vous: le 28 novembre contre les violences faites aux femmes et aux minoriséEs de genre, et le 1er décembre pour la grève de la fonction publique... et plus si affinités!

Photos: Jean Paul Romani / Photothèque du mouvement social (noir et blanc) et Cybèle D. (couleurs)

BUDGETS

La crise de la démocratie bourgeoise

Quand la bourgeoisie règne sans partage, la politique se fait sous les ors de la République, au Parlement, au gouvernement. Mais en ces temps de colère sociale, la politique se fait dans la rue, dans les manifestations, sous les fanfares et les lacrymogènes.

C'est encore plus vrai quand des années de politique libérale ont miné la base sociale du bloc central, paralysé jusqu'au Parlement où son projet de budget a recueilli zéro voix ! Sans majorité, ballotté au gré des votes et des alliances qui ne durent que le temps d'un amendement, le gouvernement est incapable de faire voter au Parlement son PLF (le budget de l'État) et son PLFSS (le budget de la Sécu). D'autant que la perspective d'une abstention lors d'une motion de censure, du PS comme l'an passé, ou du RN en quête de respectabilité bourgeoise, s'éloigne à mesure que se rapproche une élection présidentielle où toute proximité avec la macronie est radioactive !

Une offensive contre les budgets sociaux

La bourgeoisie, en ces temps de crise, a besoin d'une offensive centrale contre les budgets sociaux, les services publics, la Sécurité sociale et les retraites. Pour continuer à arroser d'exonérations et de subventions les assistés du CAC 40. Pour augmenter les dépenses militaires, faire tourner l'industrie militaire et enrichir ses actionnaires par la commande publique. Pour rassurer les marchés financiers. Alors ses projets de budgets espéraient imposer 5,1 milliards d'économies sur la santé, 4,1 milliards de baisse des pensions par la désindexation, le gel du point d'indice des fonctionnaires, la fin de l'abattement de 10 % des retraités.

Le passage en force comme issue

Mais son projet de loi de finances, détricoté de toutes parts par les parlementaires, n'a recueilli aucune voix ! Il a été rejeté par l'Assemblée le 4 novembre et transmis au Sénat. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été rejeté le 23 octobre, puis adopté par le Sénat qui l'a encore droitisé, notamment en réintroduisant la réforme des retraites. Tous les deux doivent faire l'objet d'une commission mixte paritaire Assemblée-Sénat, qui a bien peu de chances d'arriver à un accord votable par le Parlement.
Privé de majorité et d'alliés, minoritaire au Parlement et illégitime devant le peuple, le gouvernement ne semble avoir que deux voies : le 49.3 et les ordonnances, jamais utilisées. Le 49.3 peut être activé dès le retour du texte au Parlement, par le Premier ministre qui engage sa responsabilité sur un texte négocié. Mais il y a bien peu de chances que le gouvernement y survive. Les ordonnances supposent l'enlisement organisé des débats parlementaires après le 25 novembre pour le PLFSS et le 17 décembre pour le PLF. Les ordonnances font alors passer les textes initiaux. L'opposition peut déposer une motion de censure qui fait tomber le gouvernement, mais n'empêche pas l'adoption des lois de finances.

Faire tomber le gouvernement et ses budgets

On comprend que la bourgeoisie, à la recherche de stabilité, lorgne de plus en plus vers une alliance sous la coupe du RN pour faire passer ses mauvais coups.
Pour nous, ce gouvernement doit tomber, et ses projets de budgets avec lui. Il est illégitime et minoritaire. Reste qu'il est protégé par les mécanismes antidémocratiques de la 5e République. Le régime est en crise, mais notre mobilisation sociale historique n'a pas d'organes d'autogouvernement qui pourraient imposer leur propre légitimité. Alors pour rêver, il faut combiner les solutions institutionnelles : dehors Macron, son gouvernement et cette Constitution antidémocratique, Mélenchon comme alternative radicale face à Le Pen, et la construction indispensable de l'auto-organisation et des revendications de notre mouvement de rébellion contre l'avenir capitaliste.

Frank Prouhet

PRÉSIDENTIELLE

Mélenchon, c'est de la dynamique !

Sondages, meetings, programme, ralliements : la campagne de Jean-Luc Mélenchon s'affirme comme une alternative de plus en plus crédible au scénario annoncé d'un nouveau second tour entre la droite et l'extrême droite.

« M. Mélenchon, face à Mme Le Pen, gagnera l'élection » : quand Darmanin lance cet avertissement, le 17 novembre, il cherche d'abord à effrayer son camp et à pousser les autres candidats à s'effacer devant Édouard Philippe. Mais du même coup, il reconnaît le poids qu'a pris la candidature insoumise et contredit l'argument qui ne cesse d'être répété pour éviter d'affronter son projet : il serait incapable de gagner au second tour.

La droite et Glucksmann à la peine

Dix ans de macronisme et la pression du RN ont usé la droite. Philippe et Attal reculent, et Lisnard, Villepin ou Teddy Riner cherchent encore leur place.
Au centre gauche, le social-libéral Glucksmann ne décolle pas. Il n'arrive même pas à dissuader Hollande de laisser planer l'hypothèse de sa candidature.
Si tous ces adversaires tapent d'abord sur Mélenchon, c'est qu'ils savent que c'est autour de lui que peut se jouer la bataille. De la chanson de Pierre Perret au documentaire à charge de France 5, les procès qui veulent faire de LFI un parti antisémite participent de cette entreprise de disqualification.
À travers Mélenchon et LFI, c'est la possibilité même d'une alternative aux politiques libérales, racistes et autoritaires qui est visée.



Des salles pleines, des soutiens nouveaux

Mélenchon dépasse désormais parfois les 20 % dans les sondages. Mais c'est sur le terrain que la dynamique se voit le mieux. *Le Monde* relevait le 16 novembre que les cadres de LFI remplissent les salles même sans leur candidat, jusque dans de petites communes : 300 personnes à Poligny, dans le Jura. À Metz, 600 personnes dans la salle et 400 restées dehors. Le livre-programme, *L'Avenir en commun*, s'est vendu à plus de 45 000 exemplaires dès sa sortie et s'est hissé en tête des ventes, devant le Goncourt.
Les soutiens se multiplient. Clémentine Autain appelle à se rassembler autour de la candidature Mélenchon, comme Génération.s depuis le 23 novembre, et la moitié des députéEs communistes et cinq éluEs ultramarinEs du groupe GDR. L'Après propose à LFI une rencontre pour discuter des conditions d'une coalition. Sandrine Rousseau appelle à le rejoindre, Marine Tondelier se dit prête à construire un rassemblement derrière lui, et même Ségolène Royal prend sa défense.

Pour un front antifasciste

Rien n'est joué pour autant. La droite finira par se choisir un champion et aura les moyens de le remettre en selle. Le RN reste largement en tête, et les sondages de second tour lui sont favorables. Il faudra une dynamique populaire et militante puissante pour éviter le duel droite-RN, puis pour battre l'extrême droite.
La condition pour cela, c'est l'existence d'un cadre commun qui respecte la diversité des forces prêtes à s'engager dans cette campagne, où les désaccords puissent s'exprimer, et la construction de comités ouverts, où militantEs politiques, syndicalistes, associations et collectifs en lutte puissent agir ensemble.
La candidature Mélenchon doit devenir le point d'appui d'un front antifasciste social et politique, construit à la base comme au sommet et lié aux luttes sociales, aux combats contre toutes les formes de racisme, pour les droits des femmes et pour l'écologie. Ce front devra combattre le RN et les politiques qui lui préparent le terrain, durer au-delà de l'élection et porter les exigences de notre camp social. Battre l'extrême droite, dans la rue comme dans les urnes : c'est maintenant que ça commence.

Yaël Lekatz

No comment

Zéro condition pour remettre les logements sur le marché

Le député RN Julien Odoul a défendu, le 20 novembre sur franceinfo, l'idée que le diagnostic de performance énergétique devait *« rester un indicateur, pas une contrainte qui empêche de louer »*, rappelant que le programme de Marine Le Pen prévoit *« zéro condition pour remettre les logements sur le marché »*. C'est le sens de l'amendement du RN, voté par l'Assemblée nationale, qui prévoit d'autoriser la mise en location des passoires thermiques sans limite de temps.
Le vernis social du RN ayant été dissous depuis longtemps, il continue cependant de progresser sur la base d'un projet raciste et autoritaire qu'il faut affronter pour ce qu'il est.

Agenda

Jeudi 26 novembre, projection-débat du film *Jusqu'au bout!* de Sarah Bachellerie et Hamad Gamal sur la révolution soudanaise, Paris (75). À 19 h 30 au Baranoux, 75, rue Compans, Paris 19e.

Jeudi 26 novembre, rencontre de la Brèche *2027 - La mort du vieux monde* avec Sandro Sorel, Paris (75). À 19 h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Vendredi 27 novembre, conférence-projection autour de Daniel Bensaïd avec Olivier Besancenot et Carmen Castillo, Paris 5e. À l'occasion du **colloque Daniel Bensaïd (reporté aux 26 et 27 février)**, retour sur la pensée du philosophe et militant, à partir d'extraits d'*On est vivants* (Carmen Castillo, 2014). À 18 h 30 au cinéma La Clef, 34, rue Daubenton.

Samedi 28 novembre, manifestations contre les violences faites aux femmes.

Mardi 1er décembre, journée de grève et manifestations pour les salaires.

Mercredi 2 décembre, réunion publique pour un front unitaire, social et antifasciste, avec Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA-A, Quimper (29). À 20 h, salle des Ursulines.

Jeudi 3 décembre, réunion publique du NPA-A pour un front social et antifasciste avec Aurélianne Abitbol, Orléans (45). À 19 h, salle Albert-Camus, 4, place du Champ Saint-Marc.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@lanticapitaliste.org
Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 1225-C-93922
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 1800 exemplaires
Directrice de publication : Penelope Duggan
Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière
Graphisme : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

RWANDA Kagamé, supplétif anti-migrantEs de l'Europe

Les dirigeantEs européenNEs, dans leur obsession anti-migrantEs, deviennent les obligés du Rwanda et ferment les yeux sur cette dictature expansionniste.

L'Allemagne, le Danemark, l'Autriche, la Grèce et les Pays-Bas ont passé un accord avec le Rwanda autorisant le transfert de migrantEs vers ce pays d'Afrique centrale. Chacun y trouve son compte. Les gouvernements européens (dont l'un est social-démocrate) pensent conforter leur pouvoir en s'alignant sur les politiques xénophobes et racistes de leur extrême droite. Quant au Rwanda, il espère faire oublier sa politique de répression et de pillage en jouant les mercenaires de l'Occident.

L'armée comme atout

Kagamé, le président du Rwanda, sait se rendre utile en utilisant son armée, bien formée et équipée, pour participer aux missions onusiennes : la MINUSCA en République centrafricaine et la MINUSS au Soudan du Sud, avec un total de près de 6 000 hommes. Les Forces rwandaises de défense (FRD), de par leurs effectifs et leurs compétences, représentent l'ossature de ces deux opérations militaires des Nations unies.

Les FRD sont également présentes au Mozambique pour contrer la rébellion islamiste dans la province de Cabo Delgado et assurer la protection des intérêts de TotalEnergies, qui y exploite des gisements gaziers. Elles sont indispensables, car l'armée mozambicaine n'a jamais réussi à contenir les attaques djihadistes.

En parallèle, le Rwanda développe son soft power dans les pays européens en s'appuyant sur de grands événements sportifs. Les championnats du monde de cyclisme prévus au début des années 2030 devraient se dérouler dans le pays, tout comme une compétition de Formule 1. Les maillots des équipes de football d'Aston Villa, de l'Atlético de Madrid et du PSG arborent le slogan *« Visit Rwanda »*. D'autres initiatives autour du basketball ont également été mises en œuvre.

Le gouvernement rwandais ne manque pas de mettre en avant sa politique économique libérale et sa stabilité, qui masquent une réalité beaucoup moins enviable.

Une dictature qui vous veut du bien

Si Vincent Biruta, ministre de l'Intérieur du Rwanda, déclare que son seul objectif est de donner une seconde chance aux migrantEs, il ne s'étend guère sur les sommes que les cinq pays concernés vont verser. Officiellement, la question financière n'aurait pas été abordée. Comme indice, le projet avorté entre la Grande-Bretagne et le Rwanda prévoyait le versement de 715 millions de livres sterling (environ 830 à 850 millions d'euros).

Mais au-delà de l'aspect financier, le fait pour Kagamé de se rendre indispensable aux yeux des pays européens lui garantit une forme d'impunité pour poursuivre sa politique d'agression à l'égard de la République démocratique du Congo. La milice M23, inféodée à Kigali, occupe une partie du territoire congolais et pille ses richesses minérales, qui constituent ainsi une part non négligeable des recettes du pays des Mille Collines.

Une motion du Parlement européen avait enjoint aux autorités rwandaises *« de mettre un terme au harcèlement, aux arrestations arbitraires et à l'emprisonnement des membres de l'opposition, des journalistes et de la société civile »*.

La motion dénonçait également les exécutions extrajudiciaires d'opposantEs en exil, dont Robert Kabera, la dernière victime en date, avait été retrouvé décapité en Ouganda.

Pourtant, en renvoyant les bateaux de migrantEs vers la Libye, où un funeste sort les attend, ou en transférant des déboutéEs du droit d'asile vers un régime tyrannique, les dirigeantEs européenNEs n'hésitent pas à conforter les dictatures dès lors qu'elles leur sont utiles.

Paul Martial

PALESTINE Boycott, Désinvestissement, Sanctions : les tactiques contre l'apartheid israélien

Réuni à Barcelone, le mouvement BDS a fait le point sur ses campagnes. Du sport aux universités et à la culture, les leviers sont nombreux pour isoler Israël et combattre l'apartheid.

La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) a désormais plus de 20 ans et la direction palestinienne du mouvement a tenu à marquer cet anniversaire par une conférence organisée le 18 novembre à Barcelone.

BDS a 20 ans

Près de 500 personnes venues de toute l'Europe et de Palestine y ont participé, représentant des campagnes BDS locales, des organisations de solidarité internationale, des syndicats et quelques organisations politiques.

Parmi les moments forts de la conférence : les interventions de dirigeants palestiniens comme Omar Barghouti, Mahmoud Nawajaa, Fatima Bhutto et Noura Erakat, celle de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les territoires occupés, les émouvantes vidéos de soutien d'Angela Davis, de Roger Waters des Pink Floyd et de Macklemore, ainsi que les nombreuses prises de parole de militantEs intersectionnelLEs, antiracistes et anti-impérialistes du monde entier. Des ateliers consacrés aux différentes campagnes BDS ont prolongé les échanges les 19 et 20 novembre.

La campagne BDS est née alors que les pseudo-accords d'Oslo avaient clairement montré qu'Israël ne respecterait aucun de ses engagements. Un appel au boycott a alors été lancé par la société civile palestinienne, en s'appuyant sur les principes politiques qui avaient permis de vaincre l'apartheid en Afrique du Sud. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, pendant des décennies, ces deux pays ont été d'excellents alliés.



Conférence pour les 20 ans de BDS à Barcelone. Instagram de BDS Movement

Boycott sportif

La campagne de boycott, désinvestissement et sanctions est nécessaire pour faire pression sur Israël et contrer ses tentatives de se présenter comme un pays normal, entretenant des relations « privilégiées » avec le reste du monde.

Israël doit être montré du doigt et subir des sanctions, mais la pression doit aussi viser les structures qui soutiennent cette normalisation. La campagne BDS appelle notamment au boycott sportif — comme pour l'Afrique du Sud — et à l'exclusion d'Israël des instances sportives internationales, du mouvement olympique à l'UEFA et à la FIFA. Elle demande aux associations sportives de ne pas participer à cette normalisation.

Un exemple éclairant a été présenté : l'utilisation de voies d'escalade en Cisjordanie pour accaparer davantage de terres. Ces voies sont accessibles aux IsraélienNEs et aux touristes, mais interdites aux PalestinienNEs. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'organiser des compétitions avec Israël comme partenaire.

Boycott universitaire

Le mouvement de solidarité dans les universités a mis au jour tout un réseau de collaborations avec les facultés israéliennes, dont aucune n'a exprimé de solidarité face à la destruction totale du système éducatif gazaoui. Loin de défendre la liberté académique, ces facultés sont des vecteurs de la colonisation, de l'occupation et de l'apartheid. Les universités doivent mettre fin à toutes ces collaborations.

Le problème se pose aussi à l'échelle européenne avec le programme Horizon, qui finance sur fonds européens des programmes de recherche israéliens. Ces financements représentent près de 1,5 milliard d'euros sur les 15 dernières années, et leur principal partenaire institutionnel est le CNRS — le Centre national de la recherche scientifique ! Une campagne se lance contre le renouvellement de l'accord avec Israël, prévu l'an prochain.

Boycott culturel

La culture — sous toutes ses formes — sert également à Israël pour se normaliser et invisibiliser la culture palestinienne. Le boycott culturel est une arme redoutable, compte tenu de l'impact des productions culturelles. L'Eurovision de l'an prochain s'annonce ainsi comme un terrain majeur de confrontation autour de la normalisation d'Israël. C'est une échéance importante pour obtenir son exclusion ou convaincre les autres pays de ne pas participer et d'organiser des contre-soirées.

La campagne BDS offre des centaines de possibilités d'action. Elle doit être portée partout pour maintenir la pression sur Israël.

Édouard Soulier

ÉTATS-UNIS Un forcené dirige toujours la politique étrangère

Malgré la victoire écrasante des Démocrates sur les Républicains aux élections de mi-mandat, Trump garde la main sur la politique étrangère. Il continue de se couvrir de ridicule et de mettre le monde en danger.

Après les élections, le vice-président J. D. Vance a déclaré : *« La raison de notre défaite, c'est la guerre. »* Pourtant, Trump n'a rien fait pour y mettre fin : deux porte-avions étatsuniens et leurs 13 000 militaires restent déployés dans la région, et les États-Unis ont encore bombardé l'Iran le 17 novembre. Selon des sondages récents, 60 % des ÉtatsunienNEs et même 51 % des républicainEs s'opposent à la guerre. Ni l'opinion publique ni la débâcle électorale des Républicains ne semblent faire fléchir Trump.

Complaisance envers Poutine et Xi Jinping

Au-delà de l'Iran, Trump poursuit une politique étrangère dangereuse et souvent insensée. Lors du sommet organisé en novembre à Shenzhen avec le dirigeant chinois Xi Jinping et le président russe Vladimir Poutine, il a présenté les deux dictateurs comme ses amis. Tous deux sont pourtant des alliés de l'Iran : la Russie lui fournit des renseignements militaires et des armes, tandis que la Chine soutient son économie en achetant entre 80 et 90 % de son pétrole. Trump n'a exigé ni qu'ils cessent de soutenir l'Iran ni que la Russie mette fin à sa guerre contre l'Ukraine. Depuis deux ans, son soutien à la Russie et son hostilité envers l'Ukraine sont manifestes : il a supprimé toute aide militaire à cette dernière.

Flatté par le faste du sommet, Trump s'est satisfait d'une *« Déclaration pour la paix »* creuse et hypocrite. Le texte affirmait qu'une guerre nucléaire *« ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée »*, appelait à accroître la production de pétrole et réclamait une réforme des Nations unies pour supprimer la Cour pénale internationale. Or, Poutine et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, allié de Trump dans la guerre contre l'Iran, sont tous deux visés par des mandats d'arrêt de la CPI.

Poutine et Xi Jinping sont peut-être les amis de Trump, mais la population étatsunienne est loin de partager ses sentiments. Selon un sondage de Harvard réalisé le mois dernier, 68 % des électeurEs estiment que Poutine fait traîner les négociations sur l'Ukraine plutôt que de chercher la paix. Deux sondages distincts réalisés en 2025 indiquaient que 84 % des électeurEs étatsunienNEs ne lui faisaient pas confiance. La même année, un autre sondage révélait que 75 % des adultes étatsunienNEs ne comptaient pas sur Xi Jinping pour prendre les bonnes décisions.

Après le Venezuela, Cuba ?

En janvier, les forces étatsuniennes ont capturé le président Nicolás Maduro. Trump a alors annoncé vouloir maintenir le Venezuela sous son contrôle et confier la gestion de son industrie pétrolière à des compagnies étatsuniennes. Pourtant, 40 % des ÉtatsunienNEs s'opposent à cette intervention, 30 % sont indécisEs et seulement 20 % la soutiennent. Les États-Unis poursuivent néanmoins leur entreprise impérialiste. En visite à Caracas ce mois-ci, le secrétaire étatsunien à la Défense, Pete Hegseth, a annoncé avoir signé avec la présidente par intérim, Delcy Rodríguez, un accord rétablissant les relations militaires entre les deux pays.

Cuba est également dans le viseur. Peu avant les élections de mi-mandat, Trump a déclaré : *« En fait, ce qu'on va faire avec Cuba, c'est qu'on va revenir d'Iran. Ces magnifiques navires passeront devant Cuba. On en fera s'arrêter un à une cinquantaine de mètres de la côte. Ils lèveront les mains. Et ensuite, on enverra* [le secrétaire d'État] *Marco Rubio pour conclure l'affaire. »* Depuis les élections, il a affirmé : *« Je veux en finir avec Cuba avant mon départ. »* Il a également déclaré qu'il envisagerait *« certainement »* une intervention militaire.

Trump a aussi renforcé la pression sur Cuba en imposant de nouvelles sanctions aux pétroliers et aux compagnies maritimes. Selon un sondage récent, 58 % des ÉtatsunienNEs s'opposent à une guerre contre Cuba. Le nouveau Congrès à majorité démocrate cherchera à mettre fin à la guerre contre l'Iran et sera probablement peu enclin à soutenir une guerre contre Cuba. Il peut couper les crédits destinés à financer ces deux guerres. S'il ne le fait pas, un mouvement contre la guerre pourrait prendre forme dans la rue.

Nous devrons encore subir ce dangereux forcené pendant deux ans.

Dan La Botz

Nvidia : secousse dans l'industrie de l'IA

La démission temporaire du patron de Nvidia a ébranlé le secteur de l'IA. Elle révèle surtout les rivalités impérialistes qui le traversent.

Le 12 novembre, Jensen Huang, le PDG de Nvidia, géant des semi-conducteurs valorisé début octobre à 5 800 milliards de dollars, a démissionné après avoir reconnu deux relations extraconjugales. Mais c'est surtout sa liaison avec Alice Huang, femme d'affaires chinoise et ex-dirigeante de Megaspeed, entreprise singapourienne de l'IA, qui est en cause : les renseignements étatsuniens la soupçonnent d'espionnage au profit de la Chine.

La démission de Jensen Huang a coûté 500 milliards de dollars de capitalisation boursière à Nvidia, deuxième entreprise cotée au monde, dès la séance suivante. Depuis la révélation de l'affaire, la perte totale approche les 1 000 milliards de dollars.

Une pétition pour le retour de Jensen Huang réunit près de 200 000 signatures, dont celles de salariéEs de Nvidia, d'Elon Musk et de figures de la Silicon Valley, avec le soutien de Trump. Le 23 novembre, Jensen Huang a finalement été réintégré à la tête de Nvidia.

Cette affaire révèle la fragilité du secteur et l'intensité de la confrontation entre, d'un côté, les États-Unis et leurs entreprises de la tech et, de l'autre, la Chine (avec DeepSeek, IA open source). L'impérialisme étatsunien veut gagner la bataille de l'IA, une « course à l'armement » entre puissances impérialistes.

Comme cette affaire, les alertes d'entreprises telles qu'Anthropic sur les risques des « LLM » (en partie réels) participent aussi d'une volonté de contrôler le récit de l'IA.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, DOMINATION RÉELLE

CRISES DE L'IA ET ENJEUX ÉCOSOCIALISTES

Bulle financière, rivalités impérialistes, exploitation et surveillance : l'essor de l'IA concentre les logiques actuelles du capitalisme et les ambitions de domination totale de la Big Tech. Face à ses conséquences sociales et écologiques, reprendre collectivement la main sur l'IA est un enjeu de lutte et d'émancipation.

Dossier réalisé par le groupe de travail Capitalisme numérique

Derrière la bulle de l'IA

L'éclatement prévisible de la bulle de l'IA n'a rien d'une bonne nouvelle. Les crises du capitalisme, même lorsqu'elles naissent dans la finance, ont systématiquement des conséquences sociales dévastatrices, comme l'a rappelé la crise des subprimes.

Si, à ce stade, les effets restent boursiers, c'est que la bulle de l'IA est encore loin d'avoir réellement éclaté : introduite en Bourse le 19 novembre, Anthropic a brièvement dépassé 2 000 milliards de dollars de valorisation avant de clôturer en hausse de 17 %, à environ 1 280 milliards. Les investisseurs misent toujours sur la rentabilité future des entreprises de l'IA.

Des fragilités structurelles

Cédric Durand et Gaia Valenti identifient trois problèmes structurels de l'économie de l'IA (« La bulle et le contrôle », *Le Grand Continent*, 3 novembre 2026).

Une première fragilité tient à la circularité des rapports financiers et commerciaux entre concepteurs de puces, développeurs de modèles et opérateurs de data centers — les uns étant actionnaires des autres. Depuis 2025, Nvidia a annoncé 130 milliards de dollars d'investissements dans OpenAI, qui a elle-même précommandé 250 milliards de dollars de capacités de calcul à Microsoft ; OpenAI a également annoncé un accord de 300 milliards de dollars sur cinq ans avec Oracle. De leur côté, Oracle et Microsoft sont des clients essentiels de Nvidia — Microsoft représente à lui seul 22 % du chiffre d'affaires du leader.



La dette constitue un autre point critique : 600 milliards de dollars ont été levés pour l'IA aux seuls États-Unis en 2026, davantage que pour les subprimes en 2007, avec des montages tout aussi risqués.

Enfin, les taux d'intérêt augmentent, comme le montre le rendement de 14,5 % exigé à cinq ans pour les titres les plus exposés.

Contrôler pour mieux exploiter

Derrière la bulle de l'IA, se *« dessine un projet de transformation radicale du capitalisme »*, selon Durand et Valenti. En 2026, les investissements des hyperscalers (grands acteurs de la puissance de calcul) ont dépassé 600 milliards de dollars. Les investissements augmentent dans ce secteur, mais diminuent dans le reste de l'économie.

La question n'est pas de savoir si ces entreprises pourront réellement rentabiliser les investissements, bien que ce soit ce qu'elles promettent à travers un narratif techno-optimiste. Le capitalisme arrivera toujours à faire des profits au détriment des travailleurEs par l'exploitation. Ici, le projet est tout autre : le contrôle et la surveillance pour renforcer l'exploitation et les oppressions.

L'IA et le projet de domination totale

Le développement de l'IA porte une ambition politique démesurée de contrôle : surveillance des travailleurEs, domination de la nature et fantasme d'automatisation totale de l'économie. Cette ambition se nourrit d'une croyance aveugle dans les pouvoirs extraordinaires que pourrait avoir l'IA sur nos vies.

On nous promet par exemple que, d'ici dix ans, les maladies graves appartiendront au passé et que le dérèglement climatique sera arrêté.

Technofascisme suprémaciste

Derrière tout ça se dessine la volonté d'imposer une victoire définitive du capital sur les travailleurEs. Telle est l'idéologie technofasciste des capitalistes de la Big Tech, adeptes d'un capitalisme hétéropatriarcal et écocidaire, qui rejoint les positions du suprémacisme blanc.

Cette classe de patrons des boîtes de tech est elle-même persuadée d'appartenir à une espèce différente de *« la nôtre »*, une forme d'*« aristocratie technico-financière »* d'après Thibault Prévost, auteur du livre *Les prophètes de l'IA* (2024).

Sur le plan social comme écologique, la politique de l'IA est mortifère et vise à contrôler la vie et la mort.

Son usage en Palestine l'illustre. Le documentaire *NAZA*, des réalisateurEs Yuval Abraham et Rachel Szor (2026), est consacré à la surveillance de masse, aux méthodes de ciblage militaire et aux pertes civiles liées aux décisions prises par l'IA. Des individus codent, l'IA décide et les soldatEs exécutent. Au Congo, des travailleurEs du clic entraînent les algorithmes pour des salaires dérisoires. Sur nos territoires, l'implantation de data centers suscite aussi des résistances. En Alsace, des citoyenNEs s'opposent ainsi à un projet de Microsoft de 2 milliards d'euros sur leurs terres agricoles. *« Ce qui nous dérange profondément : le gigantisme américain que l'on importe en Alsace, avec une consommation gigantesque de terres agricoles et d'énergie électrique. »*

Une lutte écosocialiste centrale

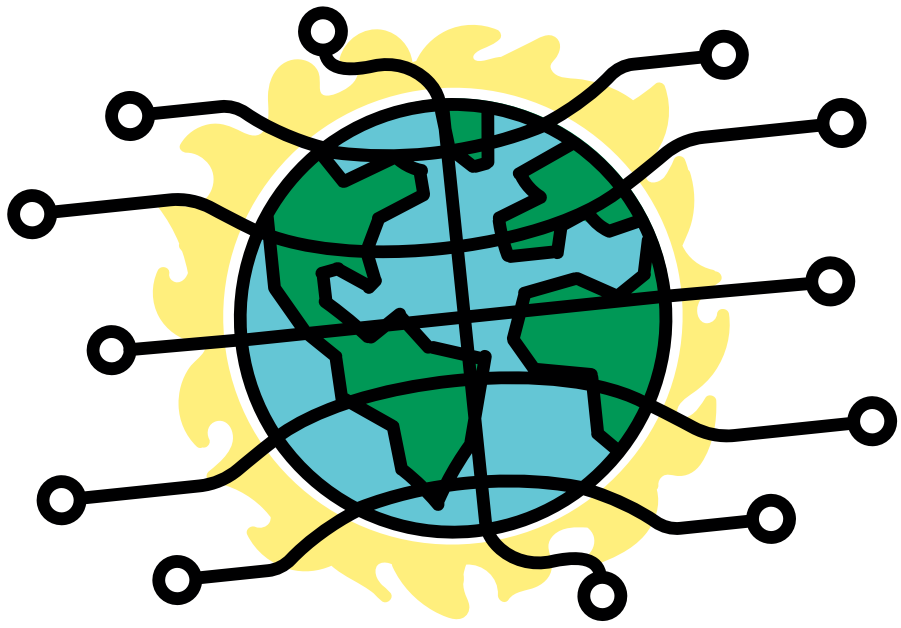
Ce pillage de nos ressources physiques et intellectuelles s'accélère et tout sera fait pour nous imposer l'IA au quotidien : au travail, dans nos courses ou pour faire valoir nos droits.

Revenir en arrière sera très difficile, mais les camarades du monde entier se mobilisent contre ce bulldozer en luttant contre les data centers, en posant des stickers anti-IA sur des publicités générées par IA, en utilisant l'IA contre les grandes entreprises elles-mêmes ou simplement en échangeant sur ses effets négatifs dans nos vies…

Nous devons suivre ce chemin et reprendre la main pour faire de l'IA une technologie émancipatrice, démocratique et libre.

Nous ne jugeons pas les travailleurEs qui utilisent l'IA : l'enjeu est collectif. Nous alertons sur la réorganisation du travail sans droit de regard des travailleurEs et sur les conséquences sociales et environnementales d'une IA pensée par les capitalistes pour les profits, au détriment de toute vie humaine et non humaine.

Pour reprendre les mots de Daniel Tanuro : *« La seule perspective compatible avec la dignité humaine et avec la survie de l'espèce est la décroissance écosocialiste de la production matérielle globale, planifiée dans la justice sociale, visant une économie mondiale de satisfaction des besoins réels démocratiquement déterminés dans le respect des écosystèmes, de leurs limites et de leur fragile, de leur irremplaçable beauté. »*



HISTOIRE Le 23 novembre 1946, la France coloniale bombarde l'Indochine à Haïphong

Officiellement, la première guerre d'Indochine débute le 19 décembre 1946 par l'ordre d'Hô Chi Minh de chasser les colons français. Il est pourtant important de ne pas oublier ce massacre, le 23 novembre 1946, d'au moins 6 000 VietnamienNEs, principalement des civilEs.

Le 2 septembre 1945, à Hanoï, Hô Chi Minh, fondateur du Parti communiste vietnamien, proclame l'indépendance du Vietnam, après que la France a colonisé l'Indochine à partir de 1858, avec l'invasion de la Cochinchine. Pourtant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la France ne veut pas lâcher son empire colonial en Indochine, considérée comme le « joyau de l'empire », l'une des colonies d'exploitation les plus rentables (caoutchouc, riz, minerais…) et le territoire le plus peuplé.

Près de cent ans de domination coloniale française

Face à l'opposition de la France, Hô Chi Minh se rend dans l'Hexagone à l'été 1946 pour négocier, en vain. Le 10 septembre 1946, la France reprend le service des douanes. L'amiral d'Argenlieu fait monter la tension jusqu'à un acte de résistance des VietnamienNEs qui, le 20 novembre, s'opposent au contrôle douanier d'une jonque de contrebande et tuent 23 soldats français. Après un affrontement meurtrier des deux côtés, un « cessez-le-feu » est déclaré.

Pourtant, le 23 novembre, un ultimatum de 45 minutes (!) est envoyé aux VietnamienNEs. L'armée française envahit ensuite Haïphong, sur ordre du général Valluy, qui demande *« de donner une dure leçon à ceux qui nous ont traîtreusement attaqués »*. Les tirs visent alors largement les populations civiles et détruisent l'ensemble des quartiers vietnamiens et chinois. Le nombre de personnes tuées est estimé à 6 000 (jusqu'à 20 000 selon la résistance vietnamienne).

Cet acte a pour principal objectif de maintenir la domination française en Indochine et de mater toute résistance anticoloniale. Un jeune marin communiste, Henri Martin, témoigne largement de ce massacre et est condamné après avoir distribué des tracts contre la guerre d'Indochine à son retour en France.

Des massacres coloniaux à ne jamais oublier

Par la suite, la France commet de nombreux massacres en Indochine. À My Trach, dans la province de Quang Binh, en 1947, plus de 300 personnes âgées, enfants et femmes (soit la moitié du village !) sont massacréEs en quelques heures en pleine nuit, leurs maisons étant incendiées. À My Thuy, sur la côte de Quang Tri, en 1948, 526 villageoisEs sont massacréEs par la marine et l'armée de l'air. En 1951, c'est à Cat Bay, dans la province de Binh Thuan, que 178 villageoisEs périssent et qu'une centaine de maisons sont détruites par l'armée coloniale.

L'historien Christopher Goscha juge que la guerre d'Indochine est la guerre de décolonisation la plus violente du XXe siècle (plus d'un million de VietnamienNEs tuéEs pour la 1re guerre d'Indochine, plus de 3 millions pour la 2e guerre d'Indochine contre les États-Unis) et que la spirale de la violence n'a pas commencé avec les Étatsuniens mais bien avec les Français. Cette brutalisation violente et déshumanisante de la société vietnamienne nourrit la résistance anticoloniale populaire, bien plus que la propagande communiste.

Des massacres en Indochine à l'Algérie, il n'y a qu'un pas. Le général Bigeard dit en parlant des crimes coloniaux commis en Algérie : *« On faisait déjà cela en Indochine, on ne va pas s'arrêter ici ! »* L'anticommunisme primaire, le colonialisme français et l'orientalisme empêchent toute mémoire de ces massacres. Le génocide à Gaza nous rappelle chaque jour que la complicité de la France s'explique aussi par la continuité coloniale de ses actions.

An Gwesped

ÉCOLOGIE COP31 : grands principes, petits calculs, gros pollueurs

Pour la première fois depuis Copenhague (2009), une COP s'achève sans déclaration finale. L'Union européenne s'y pose en championne du climat. Derrière la posture, un double jeu hypocrite.

Dimanche 22 novembre, après un record de 50 heures de prolongation, la présidence turque constate l'absence de consensus. Le « Pacte d'Antalya » tombe, et avec lui la reconnaissance explicite du dépassement du seuil de 1,5 °C, ainsi que l'engagement à en limiter la durée. Pour les États insulaires, dépasser ce seuil menace leurs terres de submersion. L'Arabie saoudite et la Russie bloquent aussi le programme de travail sur la baisse des émissions (MWP), seul espace de la COP consacré à leur réduction. Quelques décisions passent, sur l'adaptation ou la transition juste, mais sans argent ni agenda concret.



Le mot interdit

En 2023, le bilan mondial de la COP28 appelait à *« transitionner hors des énergies fossiles »* (le TAFF, en anglais) : une première en près de trente ans de négociations, alors que le charbon, le pétrole et le gaz sont la première cause du réchauffement. Sous la pression saoudienne et russe, le mot « fossile » a disparu du texte d'Antalya, qui visait en prime une capture du carbone *« à l'échelle de la gigatonne »* d'ici 2035. Cette séquestration du carbone sert à 83 % aux pétroliers pour augmenter l'extraction du pétrole. La promesse de continuer à brûler du gaz en enterrant le CO_2 ouvre la voie à une nouvelle fuite en avant. La présidence irlandaise de l'UE, qui négocie au nom des Vingt-Sept, refuse alors un texte qui *« ne mentionne même pas les énergies fossiles »*.

Mais l'exemple vient du Sud. Le Panama mène la fronde, avec les îles Marshall, le Belize et le Vanuatu. Le Groupe africain dénonce une promesse de triplement des financements de l'adaptation d'ici 2035 sans montant de départ ni objectif chiffré. La règle du consensus permet à un seul pétro-État de tout bloquer, mais aussi à un petit pays de dire non aux puissants. Et l'issue se dessine hors COP : le traité de non-prolifération des fossiles, qui vise à geler tout nouveau projet et à organiser leur sortie, est soutenu par trente États, presque tous du Sud global.

Le double jeu européen

En public, l'UE réclame la sortie des fossiles. En négociation, elle arrive les poches vides : toute discussion sur de l'argent frais est *« dead in the water »*, avait lâché le commissaire Wopke Hoekstra avant la COP, un jeu de mots outrageant au lendemain des inondations meurtrières au Népal. Les ONG l'accusent d'avoir bloqué la finance de l'adaptation, qui sert à protéger les populations déjà frappées par les sécheresses et les inondations, et le mécanisme de transition juste, censé soutenir les travailleurEs et territoires qui sortent des fossiles. En réalité, l'UE s'engage à acheter 750 milliards de dollars d'énergie étatsunienne, surtout du gaz, et confie aux pétroliers 50 millions de tonnes de stockage de CO_2 : le même captage et stockage du dioxyde de carbone (CCS) qu'elle dénonce dans le texte d'Antalya.

La France ? Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, était accrédité dans la délégation nationale. La militante Mariam Touré, elle, a perdu son accès après avoir simplement interrogé la ministre Monique Barbut sur l'adaptation, alors que la France, selon le Réseau Action Climat international, proposait de diviser par deux l'objectif de triplement. Une salle de négociation, deux ambiances.

Électrifier n'est pas décroître

Reste un « pacte d'électrification » signé par 80 pays, présenté comme la grande réussite d'Antalya, mais vidé de sa substance. Une voiture branchée sur du charbon reste une voiture au charbon, mais elle pourrait être comptée comme électrifiée. L'extraction des métaux nécessaires aux batteries a un coût écologique et humain dans les mines au Sud, dans la continuité de l'extractivisme colonial. Et sans baisse de la demande, l'efficacité fait consommer davantage : c'est le paradoxe de Jevons, qui veut qu'un gain d'efficacité soit avalé par la hausse des usages, comme des moteurs plus sobres ont surtout servi à vendre des SUV plus lourds. Électrifier sans décroître, c'est une autre fuite en avant.

La justice climatique exige une transition juste, rapide et financée. Le Nord, responsable de l'essentiel des émissions historiques, ne peut pas exiger du Sud une transition ambitieuse tout en refusant de la financer : il a une dette historique, qu'il la règle.

Ruli, Commission nationale écologie

LOGEMENT Une mobilisation européenne ancrée dans des luttes locales

Du 20 au 22 novembre, les mobilisations européennes ont fait converger les luttes contre le logement cher et la vie chère.

En France, chaque samedi de mobilisation prend désormais la couleur des combats du moment. Après le refus du « permis de tuer » le 14 novembre, le logement a tenu une place particulière dans les cortèges du 21, en écho à un appel européen, avec parfois des initiatives spécifiques. À Grenoble, un cortège de parapluies jaunes, formé autour de militantEs du DAL 38 et d'ancienNEs occupantEs de la Métropole, a rejoint la manifestation. À Gap, le DAL, la CNL et des locataires sont partiEs des HLM de Molines pour défendre l'Office public de l'habitat des Hautes-Alpes. À Paris, les défenseurEs du droit au logement ont rejoint le cortège République-Nation.

Le mal-logement, une question de lutte des classes

La Fondation pour le logement compte 4,2 millions de personnes mal logées, dont 350 000 sans domicile. Près de 2,9 millions de ménages attendent un logement social, selon l'Union sociale pour l'habitat, alors que la Plateforme logement pour toustes recense près de 3 millions de logements vacants. Elle relève aussi un record : 30 502 expulsions locatives avec le concours de la force publique en 2025.

Les besoins explosent, mais les politiques publiques ménagent la rente immobilière et affaiblissent le logement social. Depuis 2021, les aides personnelles au logement sont chaque année inférieures de 4 milliards d'euros à leur niveau de 2016. Et le 17 novembre, l'Assemblée a même adopté, par 108 voix contre 102, un amendement RN supprimant le calendrier d'interdiction de location des logements les plus énergivores. Le gouvernement avait ouvert la voie : son projet autorisait déjà à louer des passoires thermiques contre un engagement de travaux, avec un délai de trois ans pour les maisons et de cinq ans en copropriété.

Une coordination européenne inédite

Cette mobilisation a été construite par des organisations de sept pays, à l'initiative des syndicats de locataires espagnols, portés par la vague de colère qu'a déclenchée en septembre l'expulsion de Maricarmen, une Madrilène de 87 ans qui vivait dans son logement depuis 1956. À Barcelone, les syndicats de locataires ont manifesté avec ceux de l'éducation : les expulsions chassent aussi les enfants de leur école, et les enseignantEs ont du mal à se loger près de leur travail. À Rome, des militantEs du logement et des étudiantEs ont occupé le chantier d'un hôtel cinq étoiles. À Lisbonne,



des tentes ont été plantées devant le Parlement à l'issue de la manifestation syndicale.

La mobilisation doit continuer pour imposer des mesures d'urgence : encadrement des loyers à la baisse, hausse des APL, arrêt des expulsions et relogement préalable des personnes menacées, réquisition des immeubles vacants des multipropriétaires, construction massive de HLM à bas loyer, fin de leur vente et de leur démolition, réhabilitations sans hausse de loyer.

Yaël Lekatz

Élections HLM : des listes issues des luttes. Du 15 novembre au 15 décembre, les locataires HLM élisent leurs représentantEs aux conseils d'administration des bailleurs, quelle que soit leur nationalité. À côté des associations nationales installées, des listes issues des luttes se présentent. Le DAL en dépose chez une trentaine de bailleurs, de Paris Habitat à Actis et Grenoble Habitat, jusqu'à la Réunion. Ces élections sont l'occasion de faire entrer des locataires mobiliséEs dans les conseils d'administration.

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

Idées Report du colloque «Bensaïd vivant». Le colloque «Bensaïd vivant», annoncé dans notre dernière édition, est reporté aux 26 et 27 février 2027 car le campus est actuellement bloqué par les étudiantEs mobiliséEs.
Le rendez-vous du vendredi 27 novembre est maintenu au cinéma La Clef, 34 rue Daubenton, Paris 5, à partir de 19 h 30, pour une projection d'extraits de films en lien avec Daniel Bensaïd, un échange avec Carmen Castillo, puis un moment festif. Venez nombreux et nombreuses!

Cadeaux Fermeture imminente de la librairie La Brèche. En raison de son déménagement dans les locaux de Rotographie à Montreuil, la librairie La Brèche sera très prochainement fermée. Dépêchez-vous de passer vos commandes pour les cadeaux de fin d'année!

la-breche.com

***Inprecor* n° 751 Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4e Internationale.** Le dernier numéro de l'année 2026 d'*Inprecor* est centré sur l'Amérique latine. Après un tour d'horizon à la suite des élections au Brésil et aux États-Unis, nous abordons la situation dans les Caraïbes, sous pression militaire étatsunienne, l'actualité des stratégies bolivarienne et cubaine contre l'impérialisme, et le rôle de l'écosocialisme et des dynamiques autochtones.



Nous publions également un article concernant la crise systémique en cours au Sahel, un bilan des élections aux États-Unis et des perspectives pour la gauche, et une analyse des mobilisations de la jeunesse en Europe. Nous proposons également une introduction et un article concernant le nationalisme ukrainien face à l'oppression polonaise et au stalinisme dans l'entre-deux-guerres.
Enfin, nous présentons la conférence anti-impérialiste et antifasciste qui aura lieu en Argentine les 17, 18 et 19 décembre prochains.



Montpellier: battre l'extrême droite dans la rue et les urnes. Près de 60 personnes à la réunion publique à l'initiative du NPA-A le 17 novembre. À la tribune, le NPA-A, l'Assemblée des quartiers avec laquelle nous construisons une coalition antiraciste, le Quartier Généreux, bar associatif à l'initiative du festival des Fourmilières (plus de 100 événements contre l'extrême droite) dont l'assemblée générale vient de décider une campagne indépendante en soutien à la candidature de Jean-luc Mélenchon, et l'Après qui s'oriente vers un soutien. La France insoumise, représentée par deux conseillers municipaux et plusieurs militantEs, avait plutôt souhaité s'exprimer depuis la salle. Débats chaleureux. Accord sur la nécessité d'une campagne unitaire dans l'indépendance de chacunE. On a convenu de se revoir pour construire les initiatives à mener ensemble.

◂ **Lire sur le site un compte rendu plus riche de cette réunion.**

Montbrison: débattre et construire dans le Forez. Le 14 novembre, une trentaine de personnes, dont un tiers d'adhérentEs du comité de la Loire, ont participé à notre réunion publique. Le public était surtout composé de personnes non encartées, parfois investies dans des associations locales. Les échanges ont davantage porté sur les suites de la révolte que sur la campagne pour le vote Mélenchon. Des désaccords sur le caractère prérévolutionnaire de la période ont nourri le débat sur les perspectives politiques à offrir au mouvement. Malgré une affluence en deçà de nos attentes, le bilan est positif: cette initiative renforce notre ancrage dans le Forez, où notre camp reste peu visible. Des camarades moins habituéEs à la prise de parole publique ont introduit et animé la réunion.

◂ **Un compte rendu plus détaillé est à retrouver en ligne.**

DÉMOCRATIE INTERNE Un CPN porté par la mobilisation de la jeunesse

Renforcer le mouvement social face à la répression et à la fascisation, accueillir les adhérentEs et construire le parti: ces enjeux étaient au cœur des discussions du Conseil politique national.

Réuni les 14 et 15 novembre à Montreuil, le Conseil politique national (CPN) du NPA-l'Anticapitaliste a dressé le bilan d'une séquence politique marquée, en France comme à l'international, par la place centrale de la jeunesse dans les mobilisations.

La jeunesse à l'avant-garde

Pour le CPN, le constat est clair: en France comme ailleurs, c'est la jeunesse qui mène la danse. Belgique, Grèce, Italie, Serbie, Allemagne, Inde... Partout où elle se mobilise, elle bouscule la vie politique: en Serbie, en contribuant à chasser le pouvoir ultralibéral en place; en Espagne, en élargissant la mobilisation.
La Gen Z est politisée et radicale. En France, elle porte fièrement des revendications sociales et antifascistes, notamment en réaction aux attentats de Trappes et La Verrière. Le CPN souligne que la parole du NPA-A pèse et que nous avons un rôle à jouer pour soutenir et renforcer le mouvement: dans la résistance à la répression, la défense des revendications sociales et l'affirmation de l'internationalisme.

Un mouvement en deux temps

Le CPN souligne les fortes capacités de mobilisation du mouvement et son inventivité en matière d'auto-organisation: formes de blocage, street medics... Il relève cependant la faible participation aux AG et des taux de grève en deçà des attentes. La jeunesse comme les directions syndicales peinent à inscrire la contestation dans la durée.
La radicalisation du pouvoir accentue ces difficultés. Une répression féroce, qui brise les corps et piétine les droits, est le seul outil d'un gouvernement aux abois. La fascisation déjà à l'œuvre se manifeste aussi dans la rue, avec l'apparition de groupuscules d'extrême droite qui prêtent main-forte à la police dans les manifestations — si ce n'est l'inverse.

Des rapports de force qui évoluent, mais un statu quo qui demeure

Sur le plan international, le CPN relève plusieurs revers électoraux de l'extrême droite: victoire de Lula au Brésil, basculement de plusieurs États dans le camp démocrate lors des élections de mi-mandat aux États-Unis, perte de la majorité à la Knesset pour Netanyahou. Ces résultats sont encourageants, alors que la progression de la fascisation dans le monde semblait irrésistible.
Leur portée doit cependant être relativisée: le bolsonarisme et le trumpisme n'ont pas disparu, les élections israéliennes ne remettent pas en cause la colonisation, et les rivalités impérialistes continuent de menacer les peuples.

Recrutement et construction du parti

Un point central de l'ordre du jour concernait la construction du parti, notamment le recrutement dans le contexte du mouvement social et de la présidentielle.
Dans cette période politique intense, et grâce à son positionnement dans la campagne présidentielle, le NPA-A voit affluer un grand nombre d'adhérentEs, motivéEs pour lutter contre le fascisme et le capitalisme. Les comités représentés ont échangé sur leurs pratiques d'accueil et les difficultés qu'ils rencontrent. Si les comités urbains peuvent plus facilement rencontrer les camarades nouvellement arrivéEs, la tâche est moins aisée en milieu rural.
Face au nombre croissant de militantEs qui nous rejoignent, le CPN a décidé d'avancer le stage d'accueil annuel au week-end du 26 au 28 février.
Lors de la RNC, qui aura lieu les 30 et 31 janvier, les comités pourront approfondir ces échanges autour de deux grands axes: la construction du parti et son intervention dans la période.

Sortie scolaire

Le samedi, les membres du CPN ont rejoint la manifestation parisienne pour renforcer le cortège du parti. Un moment de mobilisation et de camaraderie important.

Nathanaël et Samak



SOUSCRIPTION 2026 L'argent ne fait pas le voteur

L'argent ne fait pas toujours le vote, mais il aide à faire campagne et à ouvrir des lieux militants. À défaut de milliardaires, nous avons mieux: votre solidarité.

Depuis un arrêt de la Cour suprême en 2010, aucun plafond ne vient plus limiter les dépenses électorales aux États-Unis. C'est ainsi que les élections présidentielle et législatives de novembre 2024 ont vu partir 14,5 Md € en fumée. En comparaison, le total des dépenses des élections présidentielle et législatives de 2022 en France s'élève à 145 M €, soit exactement cent fois moins!

Money for nothing

Si certains secteurs ont leur inclination propre, les grands donateurs que sont les sociétés et les milliardaires déversent historiquement leurs dollars sur les deux camps, y compris en même temps, avec un léger avantage aux Républicains. Les récentes élections de mi-mandat ont vu ce relatif équilibre voler en éclats. Le trumpisme a tant donné au big business que celui-ci doit dire merci. Le *Financial Times* révélait en septembre que 16 des 20 plus grands contributeurs privés de la Silicon Valley et de Wall Street ont basculé côté républicain.
Et pourtant, et pourtant... La victoire des démocrates prouve une fois encore que l'argent ne fait pas le vote, à tel point qu'Elon Musk a reconnu, dans une posture benoîte que seul un intouchable peut tenir sans craquer, *«se sentir un peu idiot d'avoir dépensé autant d'argent et de voir si peu de résultats»* après avoir injecté sans succès 500 M € en soutien à différentes candidatures républicaines.
À une autre échelle quantitative mais politiquement significative dans notre beau pays, on se souvient que Sarkozy perdit l'élection présidentielle de 2012 après avoir dépensé en toute illégalité près de 50 M €, ce qui lui valut en sus le rejet de son compte de campagne. Dans ces grands moments de déconfiture, non seulement l'argent ne fait pas le vote, mais il devient cruel de reconnaître que chaque voix a un coût sec. À cet égard, la palme revient à Valérie Pécresse qui dépensa 13,5 M € pour sa candidature à l'élection présidentielle de 2022 pour un résultat de 4,78 %, soit une douille de 8 € par tête de pipe et pour que dalle. Ça pique fort! Quant à Teddy Riner, tout juste candidat à la candidature à la présidentielle avec les faveurs du roi du Maroc, on lui conseille de payer ses impôts et de se planquer avant que l'iceberg ne prenne trop de place dans sa longue-vue pour qu'il puisse encore l'éviter.

De l'argent utile aux luttes

En attendant de tout leur reprendre puisque tout est à nous, le NPA a besoin de votre soutien financier pour intervenir de manière unitaire et révolutionnaire dans la campagne présidentielle à venir, en avançant notre orientation anticapitaliste tout en appelant à voter pour Jean-Luc Mélenchon pour faire barrage à l'extrême droite. Le NPA a aussi besoin de votre soutien pour boucler le financement des travaux en cours dans son local historique de Montreuil, afin de pouvoir inaugurer début 2027 un nouveau lieu militant ouvert combinant un nouveau local pour notre librairie La Brèche et une salle polyvalente attenante. D'une capacité d'accueil d'environ 100 personnes et équipée d'un bar, cette dernière a pour vocation d'accueillir divers types d'événements politiques au-delà du NPA, qu'ils soient publics ou non.

Lorapalm, trésorier du NPA-l'Anticapitaliste

l'Anticapitaliste

n°824 | 26 novembre 2026 | 2 €

l'hebdo du **NPA** ~ **L'ANTICAPITALISTE**

Trois ans après

le génocide continue



FREE Palestine

29 NOVEMBRE Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à :
redaction@lanticapitaliste.org
Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :
diffusion@lanticapitaliste.org

Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).